

CAPN 20 février 2019

RECRUTEMENT DES CHARGÉS D'ENSEIGNEMENT

Après lecture des Déclarations Liminaires des différentes OS, la DG et l'ENFiP ont apporté certaines réponses à nos questions.

Comme d'habitude sur le contexte politique et le devenir plus qu'inquiétant de la DGFIP et de l'ensemble de ses agents, la DG ne répond pas et transmettra au bon interlocuteur.

Précisions que ni le directeur de l'ENFiP, ni le responsable du pôle Formation ni aucun directeur d'établissement n'étaient présents lors de cette CAPN. S'agit-il de mépris à l'égard des équipes pédagogiques en place, ou tout simplement d'une véritable volonté de considérer la formation professionnelle comme un sujet sans importance.

1/ LA REMISE EN CAUSE DE LA PRÉ-SÉLECTION EN TANT QUE TELLE ?

La pré-sélection des chargés d'enseignement en tant que telle vit peut-être ses derniers instants.

En effet un Groupe de Travail est prévu le 23 mai prochain pour tout mettre à plat afin de voir si ce mode de recrutement donne satisfaction ou à l'inverse s'il doit être revu.

Pour le président, il s'agit de voir les avantages et les inconvénients étant entendu que les OS n'y voient que des avantages.

Le président sous-entend-il que la DG n'y voit que des inconvénients !

Pour la CGT, ce mode de recrutement doit être maintenu. La CGT a toujours affirmé son opposition au recrutement sur Fiche de poste qui laisse toute latitude aux directeurs d'établissement qui ainsi feraient leur marché, dans l'opacité la plus totale et sans garde-fous pour les candidats.

Pour la CGT, cela marquerait une fois de plus un nouveau recul des droits des agents.

Cette formation GRH10 permet de mettre les futurs chargés d'enseignement en situation devant des stagiaires, d'évaluer de la qualité de leur pédagogie et de leur capacité à s'adapter au public.

Si pour la DG les évolutions des missions de la DGFIP nécessitent de faire évoluer cette formation, pour la CGT la pédagogie doit rester au cœur de la formation dispensée aux futurs chargés d'enseignement.

2/ LA SCOLARITÉ DES CADRES A, BILAN EN DEMI TEINTE

► le point de vue des stagiaires

Le président a tiré un premier bilan de cette scolarité de demain, il apparaît que son interprétation diffère légèrement de la nôtre.

D'après l'évaluation de la partie socle, 73 % des stagiaires A sont satisfaits. Soyons plus modérés, avec un Item qui regroupe les mentions passable, bien et très bien, il est extrêmement difficile de faire une évaluation globale.

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES :

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex - www.financespubliques.cgt.fr -

✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr - ☎ : 01.55.82.80.80 - 📞 : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : [f](https://www.facebook.com/cgtfinpub) : @cgt.finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) [t](https://twitter.com/cgt_finpub) : @cgt_finpub (CGT Finances Publiques)

Mais ces mêmes stagiaires demeurent très inquiets sur leur prochain stage probatoire et sont déjà à saturation sur le contenu démesuré de la partie bloc fonctionnel. A ce stade de la scolarité les IS n'assimilent plus ou avec difficultés le contenu des séances.

Et c'est sans parler de leurs inquiétudes sur le stage probatoire, de l'accueil qui leur sera réservé par les directions locales et les chefs de service.

La CGT a rappelé qu'elle sera extrêmement vigilante sur l'accueil qui leur sera réservé ainsi qu'aux moyens qui seront accordés aux chefs de services et aux tuteurs sur place.

Soyons rassurés ces derniers seront suivis tout au long de leur stage par un chargé d'enseignement, encore une charge de travail supplémentaire pour ces derniers ! Heureusement un GT est prévu sur ce sujet, espérons que celui-ci se déroulera dans des délais raisonnables et non pas encore une fois dans l'urgence.

► le point du vue des chargés d'enseignants

Que dire du ressenti des chargés d'enseignement qui sont à bout de souffle.

La direction de l'ENFiP reconnaît leur investissement et a conscience de leur engagement et leur apporte toute son attention.

D'ailleurs il n'y a qu'à voir le recrutement à minima en pré-sélection sur les établissements d'inspecteurs qui interroge sur la qualité de l'écoute de la direction de l'ENFiP à l'égard de ses chargés d'enseignement.

Mais soyons rassurés, si la direction de l'ENFiP souhaite faire un véritable bilan, cela n'empêche pas de lancer dès maintenant la réforme des scolarités des cadres B et C, bilan que la direction de l'ENFiP souhaite le plus large en concertation avec les chargés d'enseignement et les équipes pédagogiques.

Domage que les chargés d'enseignement aient le sentiment d'être entendus mais jamais écoutés par leur direction, ce qui est à l'image de la piètre qualité du dialogue social dans notre administration. L'ENFiP a bien une autre vision des choses puisqu'elle condamne le boycott de certain GT par les organisations syndicales considérant qu'ils font ainsi obstruction au dialogue social.

Bref c'est un dialogue de sourd qui s'est instauré entre la direction de l'ENFiP et les équipes pédagogiques.

Mais peut-on condamner les chargés d'enseignement sur qui repose cette scolarité, de leur engagement, de leur conscience professionnelle qui se retrouvent en difficulté au quotidien et qui ont pour seul soutien de la part de la direction de l'ENFiP des moyens plus que limités et la mise en place de nouvelles réformes.

Pour la CGT, il est nécessaire de faire un bilan de cette scolarité pour permettre ensuite une réécriture. Celle-ci doit être effectuée dans le calme et ne doit surtout pas être menée de front avec d'autres réformes.

La CGT rappelle qu'avec une pré-sélection à minima de futurs chargés d'enseignement, il est nécessaire de mettre un frein aux réformes, de prendre le temps de la réflexion, donc de faire une pause des réformes.

3/ LA PROCHAINE SCOLARITÉ DES EXAMENS PROFESSIONNELS ET DES LISTES D'APTITUDES, « ON EST LARGE » !

Les lauréats suivront une formation socle de 5 semaines à partir du 17 juin prochain sur les établissements de Noisy le Grand et de Lyon.

Puis ils suivront la formation Bloc de septembre à décembre prochain, formation Bloc à l'image de celle des Inspecteurs Stagiaires lauréats du concours interne et externe.

Les chargés d'enseignement qui dès à présent s'inquiètent de la qualité d'accueil de ce public et des conditions ont souhaité avoir des précisions tant sur les lieux où se feront les formations que de la forme.

Pour la direction de l'ENFiP, il n'y a pas péril en la demeure, ces lauréats suivront quoi qu'il arrive leur bloc fonctionnel, rien ne presse, il y a le temps !

Pour la CGT cette situation n'est pas tenable, s'agit-il d'un réel mépris affiché à l'égard des chargés d'enseignement qui sont déjà en grande souffrance ou cette situation met-elle en évidence une désorganisation totale de l'ENFiP ?

Par ailleurs, nous avons alerté que la formation Bloc des LEP/LA ; se déroulera en même temps que la formation socle des A et

alourdira encore une fois la charge de travail des enseignants.

4/LES COURS EN AMPHI, C'EST DU PROVISoire, ON EST SAUVÉ!

Pour la direction de l'ENFiP, il ne s'agit que d'une solution provisoire non destinée à devenir pérenne.

Et pourtant, outre les agents C, public le plus fragile de notre administration qui ont suivi en 2018 leur formation initiale de 6 semaines en amphithéâtre, les Inspecteurs Stagiaires se retrouvent régulièrement en amphithéâtre par manque de chargés d'enseignement.

La CGT n'a eu de cesse de dénoncer la piètre qualité de cette formation lorsqu'elle est dispensée en amphithéâtre et la surcharge de travail que cela entraîne pour les chargés d'enseignement, qui doivent sans cesse adapter les séances aux conditions d'accueil de ces publics.

Pour la CGT, cela prouve une fois de plus l'incurie de l'ENFiP qui ne prévoit pas et fonctionne à l'aveugle.

« Trop de stagiaires », pas assez de chargés d'enseignement, allez tout le monde en amphithéâtre.

Et le pire c'est que ça marche aussi en cas de prof absent.

Même si la direction de l'ENFiP reconnaît que cette situation ne peut être pérennisée, une fois de plus, elle ne se donne pas les moyens de palier à ces défaillances faisant le choix de ne recruter qu'à minima en pré-sélectionnant un nombre très limité de candidats.

La CGT s'interroge sur les moyens accordés par la DG au bon fonctionnement des scolarités tous publics confondus et condamne une fois de plus la volonté dogmatique et budgétaire impliquant que ces formations soient dispensées dans de si médiocres conditions.

En conclusion, cette pré-sélection de chargés d'enseignement laisse un goût amer. Aucun moyen supplémentaire humain accordé dans les établissements de Formation Initiale et en Formation Continue. Cette pré-sélection n'a eu vocation qu'à provisionner d'éventuels départs en alimentant le vivier, mais en aucun cas n'accordera de moyens supplémentaires aux écoles et ce malgré une volumétrie importante de stagiaires à venir.

Volumétrie qui demeure toutefois insuffisante et nécessite dès à présent l'appel de l'intégralité des Listes Complémentaires.

👉 Votes contre : toutes les OS

Pour la CGT, cette pré-sélection qui augure d'un recrutement à minima, ne permettra pas aux établissements, CIF et Acif de fonctionner dans de bonnes conditions et d'accueillir dans de bonnes conditions les futurs stagiaires.

Pour la CGT c'est aussi une façon d'apporter son soutien aux chargés d'enseignement qui sont actuellement en grande difficulté.